

Commune de Gironde-sur-Dropt

date de dépôt : 24 mai 2019

demandeur : Monsieur HARMACH Saïd

pour : Construction d'une maison individuelle

adresse terrain : Route de Beauséjour à Gironde-sur-Dropt (33190)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de construire**  
**au nom de la commune de Gironde-sur-Dropt**

**Le Maire de Gironde-sur-Dropt,**

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 16 novembre 2006, modifié en date des 10 décembre 2012 et 26 mai 2016,

Vu la demande de permis de construire présentée le 24 mai 2019 par Monsieur HARMACH Saïd demeurant 4 bis Allée du Ruisseau des Fleurs à Morizès (33190),

Considérant que le projet objet de la présente demande consiste, sur un terrain situé Route de Beauséjour à Gironde-sur-Dropt (33190), en la construction d'une maison individuelle,

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis de construire est accordé sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

La couverture devra être constituée de tuiles dont la teinte se rapproche des couleurs utilisées traditionnellement dans le secteur (ton vieilli ou teintes mélangées). Les tuiles de couleur noir ou gris anthracite sont proscrites.

Fait à Gironde-sur-Dropt, le 12/07/2019

Le Maire,



T. BOS

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement),
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours,
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.